

# Les bâtisseurs invitent les élus à construire une gouvernance

Les dysfonctionnements autour de l'aire métropolitaine, ils les vivent au quotidien. Les joutes entre élus pro et antimétropole, les passes d'armes entre les maires et le gouvernement, ils les suivent avec attention. Les membres du Cobaty, un collectif qui regroupe tous les professionnels concernés par "l'acte de bâtir", ne sont pas pour autant de simples spectateurs de la complexe réforme territoriale qui agite leur terrain d'action. Jeudi aux Milles, ils ont réuni des élus de tous bords "ayant un souci commun de défense des intérêts de notre région" autour de Philippe Langevin, historien de l'économie provençale, pour débattre et "clarifier les tenants et les aboutissants d'une nécessaire refonte de l'organisation territoriale". Et surtout pour leur poser une question toute simple: Et maintenant, qu'est-ce qu'on fait ?



/PHOTO SOPHIE SPITERI

Réunis autour de l'historien Philippe Langevin à l'initiative du Cobaty pays d'Aix-Vitrolles, Christophe Madrolle (vice-président MoDem de MPM), Sophie Joissains (sénatrice Parti Radical), Jean-David Ciot (député-maire PS du Puy Sainte Réparate), Loïc Gachon (maire PS de Vitrolles) et François-Michel Lambert (député EE-LV de la X<sup>e</sup> circonscription) ont affiché une belle unanimité quant à l'urgence de la refonte de l'organisation territoriale. Et quelques nuances, voire divergences quant aux modalités de sa mise en œuvre.

"Si Aix n'était pas située à côté de Marseille mais à côté de Lille ou Bordeaux, elle ne serait qu'une ville moyenne, pas une ville aussi riche."

FRANÇOIS-MICHEL LAMBERT

En notre qualité d'acteurs représentatifs de la société civile, nous sommes interpellés au premier chef par le débat sur la création d'une métropole Aix-Marseille-Provence, a posé en préambule Richard Trapitzine, vice-président Cobaty pays d'Aix-Vitrolles. Avec ce débat entre le pour et le contre est née une prise de conscience avec l'espérance d'une gouvernance renouvelée du territoire qui soit plus efficiente et cohérente. Car maintenir le statut quo serait irresponsable. Si le constat sur les dysfonctionnements du territoire semble faire l'unanimité, les moyens d'y remédier divergent. Face à lui, cinq élus, nationaux et locaux, sont appelés à éclairer la société civile "sur les inconvénients et les avantages, entre une métropole que souhaite imposer le gouvernement et un pôle métropolitain avancé par une majorité d'élus locaux, toutes tendances confondues."

## UNE CARTE, DES IDENTITÉS

Chargé d'animer cette contribution, l'historien de l'économie Philippe Langevin a rapidement tracé les contours du débat: "Nos approches traditionnelles - le rapport entre ruralité et urbanité, la notion de limite des communes... - ne tiennent plus, a-t-il posé. Entre Charlemagne et Gaston Defferre, il ne s'est rien passé! Ce grand territoire n'a jamais été gouverné avec cohérence, là encore pour des raisons historiques qui peuvent remonter jusqu'au Roy René!"

"Pour appréhender la métropole, il faut faire du benchmarking, c'est-à-dire regarder ce qui se fait - de mieux-ailleurs, a exposé Loïc Gachon, le maire (PS) de Vitrolles. Mais il faut aussi regarder notre territoire tel qu'il est, lire

"Ma crainte? Mettre des années à trouver les règles de fonctionnement d'une métropole alors que nous n'avons pas de temps."

LOÏC GACHON

ses vingt siècles d'histoire, tenir compte de ses contraintes géographiques pour dégager des perspectives. Marseille a été fondée sur son port, encerclée par ses collines. A quelques kilomètres à peine ont été fondées sur d'autres logiques d'autres villes qui ne se sont jamais senties marseillaises. Alors oui, il est nécessaire de travailler ensemble, mais dans le respect de ces différences. Et trouver un nom pour ce territoire. Qui ne peut en aucun cas s'appeler le Grand Marseille".

Approche validée par la sénatrice (Parti radical) Sophie Joissains: "Nous ne sommes pas du même bord, mais nous sommes tous d'accord, a-t-elle souligné. Cet aspect devrait déjà nous interpeller et nous convaincre que nous

"Le développement de notre territoire, c'est celui de l'économie. Et je ne peux que constater l'échec depuis 1983, de la Région dont c'est la compétence."

JEAN-DAVID CIOT

allons dans le bon sens en refusant une métropole intégrée. Oui, nous devons travailler ensemble sur les grandes problématiques comme les déplacements ou l'économie. Mais pour le reste, il est primordial de protéger les identités de nos communes en leur laissant la maîtrise des sols ou de leur fiscalité".

Idem du côté de Christophe Madrolle (MoDem) pour qui "cette construction est d'autant plus complexe qu'elle doit préserver les particularités culturelles des différents territoires" tout en assurant "un essor économique de l'ensemble". François-Michel Lambert, député (EE-LV) de la 10<sup>e</sup> circons-

## LES "COBATYSTES", AGITATEURS D'IDÉES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Cobaty est une fédération internationale d'associations, issues de tous pays et regroupant toutes celles et tous ceux dont l'activité professionnelle est concernée par l'acte de bâtir, l'urbanisme ou l'environnement. 110 associations pour plus de 4000 "Cobatyistes", regroupant une centaine de professions allant de l'architecte à l'avocat, de l'ingénieur au notaire, de l'entrepreneur au banquier, du promoteur au géomètre etc. Cette diversité, unique dans le domaine associatif, a pour corollaire "l'émission de réflexions et de propositions objectives et altruistes, fondées sur l'intérêt public, sans aucune référence à un intérêt particulier quelconque". Cobaty se veut donc un réservoir de professionnels avec plus d'une centaine d'Associations réunies en Districts, qui "per-

"Ce que fait Vitrolles dans le pays d'Aix? Mais que ferait Vitrolles avec Marseille ou Salon? Nous avons des relations avec tous les bassins de vie qui nous entourent".

LOÏC GACHON

cription, a balayé l'écueil que pourraient représenter ces fameuses "identités différentes" au sein d'une métropole: "Ma circonscription couvre Aubagne, Gardanne, Roquevaire ou Allauch, des communes qui ont chacune une identité différente"... Partager un projet et une ambition ne gomme pas selon lui les particularités et, "d'après les documents qu'on nous a présentés en décembre sur les flux de déplacements, le centre de gravité de la métropole ne sera pas forcément Marseille". Une ville centre toujours présentée comme en perte de vitesse économique mais qui pourrait se relever: "Il n'y a qu'à voir le développement économique qui se met en place autour d'EuroMed!".

Car c'est là que le bât blesse pour Jean-David Ciot, député (PS) de la 14<sup>e</sup> circonscription: "La ville centre est censée tirer le reste du territoire, comme c'est le cas partout ailleurs, ce qui n'est pas le cas de Marseille, même si cette ville possède plus d'atouts qu'on ne le

"Les territoires qui gagnent sont les territoires qui partagent. Oui, c'est sans doute ce qui nous manque, l'esprit de partage..."

PHILIPPE LANGEVIN

dit. Il nous faut en priorité réfléchir au modèle économique que nous souhaitons pour ce territoire. Mettre en commun les grandes problématiques comme les déplacements, avec une vision véritablement globale, la cohérence urbaine qui peut faire l'objet d'un inter-Scot (schéma de cohérence territoriale actuellement piloté par les intercommunalités, ndr) ou le développement durable. Une fois ce corpus atteint, le reste des compétences pourrait revenir au niveau local."

## QUELLE GOUVERNANCE ?

Mettez au pot les grands dossiers, garder au niveau local certaines prérogatives "induisant la proximité", les élus se retrouvent sur le même

"Se définir comme capitale, c'est bien mais il faut se faire reconnaître. Les instances européennes ont besoin d'un interlocuteur métropolitain."

CHRISTOPHE MADROLLE

concept. Qui n'est d'ailleurs pas si éloigné de celui que propose la ministre Marylise Lebranchu. Qu'est-ce qui cloche, alors? "Notre territoire économique ne s'inscrit pas dans un territoire politique, pose Philippe Langevin. Et nous n'avons pas à notre disposition un projet clair ou lisible qui pourrait naturellement suivre un type de gouvernance".

"Je constate l'échec global, depuis 1983, des Régions qui ont la compétence économique, note Jean-David Ciot. Il faut se demander pourquoi elles n'ont pas réussi. Si on ne bouge rien, rien ne se passera. Mais le débat sur

"Nos approches traditionnelles du territoire et de la centralité ne tiennent plus. Entre Charlemagne et Gaston Defferre, il ne s'est rien passé."

PHILIPPE LANGEVIN

'comment on y va' a été fermé en 2010 par le gouvernement Sarkozy et le gouvernement Hollande a embrayé. La vraie question, c'est l'opérationnalité. On a pu voir, avec le Syndicat mixte des transports, qu'une idée lancée en 1998 peut n'être toujours pas fonctionnelle en 2013! Je plaide pour une coopération sur les grands dossiers avec pour partie un transfert des compétences intercommunales et des moyens pris à la Région et au Conseil général".

Même crainte du côté de Loïc Gachon: "Il faudrait des années pour trouver les règles de fonctionnement d'une métropole. Et il faut au contraire aller vite, aller à l'opérationnel avec la mise en place d'un pôle métropolitain. Le reste viendra en marchant". Un pôle "qui évitera d'ajouter une strate supplémentaire, assure Sophie Joissains. Une métropole telle qu'on tente de nous l'imposer ne pourrait avoir autant de vice-présidents que de maires, comme c'est le cas par exemple à la CPA. Et cela induirait un risque de clientélisme".

François-Michel Lambert estime lui aussi qu'il faut "maintenant se décider? Y aller vite ou progressivement? Peu importe. Mais on ne fait jamais rien de bon sans y associer les populations et les élus locaux. Les gens doivent comprendre que nous sommes sur territoire d'expérimentation sur lequel nous nous devons d'adopter un développement humanisé".

La nécessité d'avancer? Christophe Madrolle en est persuadé, jugeant prioritaire la visibilité du territoire: "Les instances européennes, par exemple, ont besoin d'un interlocuteur unique de type métropolitain. C'est bien, de se définir capitale, mais il faut se faire reconnaître".

N.R.

"Dans une métropole intégrée telle qu'on nous la propose, tous les maires ne pourraient être vice-présidents. Ce qui induit un risque de clientélisme."

SOPHIE JOISSAINS